

3 OCTOBRE 2012

LUTTEZ POUR VOS DROITS



FÉDÉRATION
SYNDICALE
MONDIALE

3 OCTOBRE 2012

**Nourriture, eau potable, médicaments, livres, logement
pour tous**

Contre les multinationales et la barbarie capitaliste

Nous traînons au tribunal :

- les multinationales

- les cartels et les trusts

- le pillage des ressources productrices de richesses

LUTTEZ POUR VOS DROITS

**Arrêtez le pillage des ressources naturelles
par les multinationales!**

La richesse appartient à ceux qui la produisent!



Indépendamment des intentions d'opinions des capitalistes ou des syndicats dans le capitalisme la nourriture, l'eau, les médicaments, le logement sont des produits de base. Le mode de la production capitaliste est d'assurer un pourcentage suffisant de profit. C'est le critère qui définit quoi/ combien/ où/ toute chose doit être produite.

Le dilemme stratégique est le suivant: du développement, pour qui ?

NOURRI TURE

De la nourriture pour tous



Les produits de l'agriculture pourraient être suffisants pour satisfaire les besoins de la population deux fois plus grande que celle qui existe.

Le droit de se nourrir est un droit universel

Cependant les prix de l'alimentation mondiale augmentent dramatiquement depuis 2007 jusqu'à nos jours, ils ont atteint leur plus haut niveau ces 30 dernières années, créant une crise globale qui prouve que le système capitaliste ne peut même pas résoudre le problème nutritionnel. D'importantes luttes se sont tenues sur ce sujet dans les pays pauvres et dans les pays développés.

EN Janvier 2011, l'Index des Prix de l'Alimentation a atteint son plus haut depuis que la FAO mesure les prix de l'Alimentation en 1990, affectant principalement les populations les plus pauvres.

La Banque Mondiale a estimé que 50 millions de personnes deviendraient pauvres en 2008 à cause des prix élevés de la nourriture.

D'après l'Index de la Banque Mondiale le prix du sucre a atteint le prix le plus élevé de ces 30 dernières années avec une augmentation de 12% depuis Janvier 2010. Les prix de l'huile de consommation ont augmenté de 73% depuis Juin 2010. Le prix du blé, le pain de tous les peuples a augmenté de plus du double entre Juin 2010 et Janvier 2011. Le prix du maïs a été affecté par la vague dans les marchés du blé du maïs et de l'huile et a bondi d'environ 73% dans la seconde moitié de 2010. D'autres produits qui contribuent à la chaîne alimentaire comme les légumes et les haricots ont aussi fait l'expérience de larges augmentations des prix. Simultanément avec la montée des prix de l'alimentation, les superprofits des monopoles et des groupes multinationaux, le transport et le commerce, ont considérablement augmenté et dominent le marché global et contrôlent la production. Les petits producteurs sont exploités, donnant leur production pour presque rien aussi bien que les travailleurs de la campagne et que les travailleurs de l'industrie alimentaire qui travaillent pour « un morceau de pain ». Finalement les consommateurs sont aussi exploités en achetant les moyens alimentaires à des prix élevés.

La domination des monopoles, où qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur de chaque pays mènent à une augmentation du taux d'exploitation de la classe ouvrière, au vol des ménages populaires et des paysans pauvres, et à la formation de cartels. Un petit nombre de sociétés contrôlent le plus grand partage des ventes et profitent du marché global.

Voici quelques exemples :

Nestlé 2009, 70 milliards d'euros de revenus annonçant 7 milliards de profits. Soit dans son industrie alimentaire 26%, plats préparés 18%, boissons 27%, chocolat 11% .

Cargill : 2011, 85 milliards de revenus, 140 000 employés, 3,3 milliards euros annoncés de profits. Activité : commerce de céréales, élevage et vente d'animaux, aussi bien que dans l'énergie, les métaux, la finance, 25% des exportations de céréales des Etats Unis, 22% du marché de la viande des Etats Unis). Les ventes de la société ont augmenté de 101 milliards de dollars à 119 milliards en 2011 et une augmentation de près de 18%, ses profits ont

augmenté de 2,5 milliards de dollars à 4, » milliards de dollars. Les revenus et les ventes de cette société dépassent les niveaux de la pré-crise.

Kraft : 35 milliards d'euros de revenus, 3,5 milliards d'euros de profit annoncé.

General Mills : 12 milliards de vente en 2011, 1,4 milliards d'euros de profit annoncé.

Anheus-Busch in Bev : 28 milliards d'euros de ventes en 2011, 3 milliards d'euros de profit. Activité dans la production de boissons.

Pepsi-co : 40 milliards de vente en 2010, 4,5 milliards de profit en 2010.

Société Coca-Cola 25 milliards d'euros de vente en 2010, 6 milliards d'euros de profit.

Du côté des industries alimentaires et des monopoles, du côté des gouvernements et des forces politiques responsables du problème nutritionnel et des scandales continuels nutritionnels, il y a l'effort global pour déplacer la responsabilité de l'insuffisance alimentaire vers des circonstances spécifiques et des incidents dus au hasard. La raison évidente est pour eux d'étouffer leurs responsabilités. Etouffer que la santé publique vient en second et quand elle vient c'est au service des profits des multinationales. Etouffer qu'ils doivent désorienter la couche populaire pour désamorcer la colère des travailleurs et des affamés et les empêcher de réclamer la richesse privée qu'ils produisent et dont ils ne jouissent pas.

Les deux : les gouvernements et les multinationales clament que leur responsabilité pour la ainsi nommée « crise nutritionnelle » repose sur la réduction de la production globale et de la suffisance des stocks alimentaires principalement dues au changement climatique et à l'augmentation de la consommation alimentaire des peuples des pays en voie de développement. Cette théorie est illusoire et hypocrite.

La réduction de la production globale et les stocks des produits de l'agriculture dont viennent tous les produits alimentaires sont dus aux politiques consciemment anti monde du travail que les multinationales et les gouvernements ont implanté en accord avec leurs propres intérêts pour plus de profits.

Au point départ de l'implantation de ces politiques, les conclusions étaient que la production globale de la nourriture avait augmenté deux fois plus que les demandes du marché de la nourriture globale. Le résultat était qu'il y avait plus de moyens que de demandes ce qui causerait la réduction des prix et des profits pour les industries alimentaires alors que l'augmentation des stocks drainerait des fonds extraordinaires pour les budgets d'entreposage et de maintenance.

Ce qui est important à remarquer c'est que les demandes alimentaires du « marché » n'avaient rien à faire des besoins nutritionnels actuels. A la même période quand le « marché » est supposé être saturé et que de grandes quantités sont détruites ou que des subventions sont fournies pour la réduction de

la production (c'est-à-dire données au paysan pour qu'il arrête la production), plus de 850 millions de personnes sont sous-alimentées ou dans la misère parce que leur revenu les empêche d'obtenir leur propre alimentation.

Cette tendance s'intensifie avec la crise économique pendant laquelle il y a une réduction de la consommation alimentaire. C'est une conclusion sans danger de faire cela quand les multinationales se soumettent aux demandes du marché, ce à quoi elles pensent c'est aux graphiques de leurs profits.

D'après l'estimation de la FAO, avec l'agriculture « conventionnée » et le climat existant et les conditions météorologiques, les produits de l'agriculture pourraient être suffisants pour satisfaire les besoins de la population deux fois plus grande que celle qui existe. De nos jours d'après la FAO des Nations Unies la production alimentaire doit augmenter de 70% pour correspondre à l'augmentation des demandes de la population globale qui est estimée à grimper vers 9 milliards en 2050.

Cette estimation prouve que le problème nutritionnel est purement un problème politique de classe et n'est pas une question technocratique. Cela, ça ne se résoudra pas en modifiant génétiquement l'alimentation, le même problème n'a pas été résolu avec « la révolution verte ».

On dit que les avec les plantes génétiquement modifiées s'attaqueront à la faim et à la pauvreté. C'est un mensonge. Ils sont là pour promouvoir les profits sur le contrôle de la chaîne alimentaire. Les plantes génétiquement modifiées dans les pays en développement poussent d'une façon importante des produits d'exportation au détriment de la production alimentaire locale.

L'évaluation ci-dessus est aussi confirmée par le fait que les Etats Unis où les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) sont utilisés massivement et que les Etats Unis sont le plus grand producteur et le plus grand exportateur de produits agricole, 11 millions d'Américains sont sous alimentés et 22 millions d'autres trouvent difficilement à couvrir leurs besoins alimentaires. En conclusion 28

millions de personnes survivent grâce aux repas humanitaires.

En général c'est une contradiction du mode capitaliste de production que les produits pourrissent dans les champs et dans les entrepôts parce que les grands marchands les achètent aux fermiers à bas prix, alors que dans les espaces urbains les gens n'ont pas la possibilité d'acheter la nourriture ordinaire.

Les risques pour la santé-les risques pour l'environnement

Une autre raison derrière l'effort pour dissimuler le problème nutritionnel de la politique technocratique de classe est de faire pression sur l'opinion publique pour qu'elle accepte d'utiliser des méthodes bon marché et dangereuses de production des produits agricoles et de nourriture, ce qui sape la santé publique et l'environnement par l'augmentation en même temps de la compétitivité et des profits des monopoles et des groupes multinationaux.

Quand il s'agit des profits des multinationales, la santé des consommateurs et la protection de l'environnement naturel n'ont aucun sens. Les monopoles utilisent les découvertes scientifiques et technologiques selon leur rentabilité. Le développement de la biotechnique n'est pas utilisé pour la satisfaction des besoins urgents des travailleurs. Les OGM se développent de façon incontrôlable.

Pour maximaliser les profits du business des semences OGM, Monsanto est au top pour pousser au défrichage réglementaire pour les produits OGM dans beaucoup de pays. Selon le dernier rapport, l'américain Monsanto, l'une des plus vastes compagnies de l'industrie alimentaire a augmenté ses profits d'un quart de Décembre 2007 à Février 2008 de 14,4 milliards à 2,2 milliards de dollars. La compagnie a pour but agressivement de remplacer les semences conventionnelles par ses variétés OGM, particulièrement pour le soja, le maïs, la canne et le coton, pour avoir le contrôle total de leur production et maximaliser ses profits.

Plus de 850 millions de personnes sont sous-alimentées ou dans la misère parce que leur revenu les empêche d'obtenir leur propre alimentation.



De plus l'abus des antibiotiques des compagnies qui produisent du blé conduit à l'inefficacité des antibiotiques aux Etats Unis, 80% des antibiotiques sont utilisés par l'industrie alimentaire pour épaissir rapidement leur bassetour. Cela contribue au développement de microorganismes résistant aux antibiotiques et à la promotion de ces microorganismes dans la chaîne alimentaire.

Le biofuel : nouvelle source de profits

La question des biofuels devient une question-clé pour deux raisons : la première est la recherche raisonnable de formes d'énergie alternative qui remplacera le pétrole et ses produits et la seconde est l'immense intérêt du gouvernement des Etats Unis pour promouvoir la production d'éthanol dont l'origine est le maïs mais aussi le sucre.

Mais la dimension économique et sociale de cette question apporte un éclairage avec le graphique présenté par le Président de Cuba, Fidel Castro, avec ses deux articles parus dans Gramma en 2007 : « La tragédie ce n'est pas de vouloir sauver l'énergie » déclarait Fidel Castro « mais c'est de convertir la nourriture en fuel. Si cette formule est appliquée au niveau international, c'est l'équivalent d'une internationalisation d'un génocide ».

La suggestion de produire du biofuel, de l'éthanol entre autres, s'est développée il y a deux décades. Ses supporters soulignent que le biofuel réduit la dépendance du pétrole, qui serait responsable du problème de la pollution de l'environnement et que les consommateurs bénéficieraient économiquement du coût de la production des biofuels qui serait réduit si appliqué à une grande échelle.

Déjà, les compagnies pétrolières, les compagnies automobiles et les transnationales de l'agriculture et des semences OGM ont investi pour la production d'éthanol des sommes colossales pour contrôler la production des biofuels.

« Toutes les compagnies d'OGM - Monsanto, Syngenta, Dypo, Dayo, Bayer, BASF- ont investi dans les produits agricoles pour la production de biofuels. Ils ont déjà finalisé des accords avec Cargill, Archer, Daniel Midland, Bunge qui contrôlent le commerce des céréales » dit Eric Holl-Gimenez qui est le directeur exécutif de l'Institut de la Nourriture de Première Nécessité pour la Politique de Nourriture et le Développement.

L'utilisation aux Etats Unis du maïs pour la production d'éthanol comme biofuel, qui peut aussi être mélangé à l'essence pour réduire la dépendance du pays dans l'importation du pétrole a déjà causé l'augmentation du prix du maïs et du sucre. Une plus grande campagne est utilisée pour faire pousser le maïs avant d'autres produits agricoles, les prix montent pour ces derniers. Depuis le maïs est aussi utilisé comme un pilier du stockage, les prix du blé montent aussi. Les produits agricoles des campagnes et la production de nourriture au lieu d'être utilisés pour satisfaire les besoins nutritionnels de la population sont utilisés pour « nourrir » les voitures affamées

des Américains.

Les biofuels ont trois implications :

La première est la plus importante est l'augmentation de l'exploitation des pays du Tiers Monde. La montée du prix du maïs, du blé, du sucre et d'autres produits alimentaires de base que les transnationales veulent utiliser pour la production du biofuel.

La seconde tout aussi sérieuse par son impact est le conflit pour la chasse aux acres de terres agricoles pour la production des biofuels-qui deviennent une entreprise multinationale-et l'obstacle que produit la résistance pour le changement d'utilisation des terres agricoles(forêts, jungle, communautés et petites installations etc..) aussi bien que celle des petits paysans pour leurs cultures vivrières (avec la production et l'entretien des semences). En marge du gaspillage et de la domination des transnationales agro-alimentaires, quelle sera la destinée des petits paysans, des forêts, de la jungle, des communautés locales et des populations indigènes ?

La troisième question est l'impact négatif de la production de biofuel sur l'environnement.

Les supporters des biofuels présentent cette énergie de contrebalancement comme positive et à impact neutre pour les émissions de carbone et de dioxine. Selon la recherche scientifique ce n'est pas vrai. Le développement des produits agricoles utilisés dans la production des biofuels demande des quantités de produits chimiques. L'éthanol du maïs la sorte que produisent les Etats Unis n'est ni bon marché ni « verte ». Pour cette production on demande beaucoup d'énergie et (peut être encore plus) que la quantité utilisée lors de sa combustion. De plus les subventions selon l'Institut International du Développement Durable coûtent aux contribuables de 5,5 à 7,3 milliards de dollars annuellement.

Par conséquent nous devons lutter pour ne pas permettre pour la destinée du peuple que la production de nourriture soit de plus en plus chère et intangible pour ceux qui sont déjà dans la misère (la population qui souffre de la faim).

C'est une catastrophe pour l'environnement, les paysans, la population indigène que des millions d'acres de terres, d'îles, de régions...etc soient pourchassées par les grandes multinationales pour leur exploitation de profits dans la production des biofuels.

La crise du mode capitaliste de production ne fera pas marche arrière quelle que soit la multitude des injustices en tout cas, à moins que nous ciblions son renversement et que nous soutenions une nouvelle économie et une autre pratique de la justice qui sera basée sur le développement et une production qui bénéficieraient aux peuples et non aux profits des monopoles.



Notre position:

La FSM croit que la production alimentaire doit être planifiée sur la base de la satisfaction des besoins nutritionnels des peuples et non pour les profits des multinationales.

Avec l'utilisation des capacités productives de chaque pays, avec le respect de la santé publique et de l'environnement, la production de nourriture de qualité, saine et bon marché est possible pour tous les peuples. Seulement dans ce cadre-là l'alimentation sera vue comme un produit de base et non comme un moyen de faire des profits.

Tous les aspects du problème nutritionnel prouvent que c'est un problème politique de classe qui touche en premier et encore plus la classe ouvrière, les petits et moyens paysans et la couche populaire.

Par conséquent pour se confronter à cette question, nous avons besoin de coordonner les luttes qui atteignent le cœur du problème, sa racine. Delà, elles doivent être connectées avec la question du pouvoir politique et économique.

L'EAU

De l'eau potable pour tous



884 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau saine et potable et près de trois ou plus, environ 39% de la population mondiale principalement en Afrique et en Asie- n'ont pas les équipements sanitaires de base

Le droit à l'eau potable est un droit fondamental, un droit universel.

Cependant 884 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau saine et potable et près de trois ou plus, environ 39% de la population mondiale –principalement en Afrique et en Asie- n'ont pas les équipements sanitaires de base, selon le dernier rapport de l'OMS et de l'UNICEF « Rapport du Progrès sur le Sanitaire et l'eau potable 2010 »

Selon le même rapport, 1,5 millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année à cause du manque d'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires.

Au même moment quelques capitalistes accumulent des profits énormes provocateurs et s'enrichissent sur la gestion des ressources en eau. Les ressources naturelles le plus vitales de la planète, bien qu'insuffisantes sont utilisées par les gouvernement capitalistes comme une marchandise au bénéfice des grandes multinationales qui font fortune en les exploitant.

La privatisation de ces services n'est qu'un premier pas vers la privatisation de tous les aspects de l'alimentation en eau.

De nos jours, plus de 460 millions de personnes dans le monde dépendent des compagnies privées d'alimentation en eau. Le partage du lion de l'augmentation des privatisations est estimé appartenir à 10 transnationales dominantes.

Une de ces gigantesques corporations transnationales est Bechtel, basée à San Francisco. Aujourd'hui elle étend ses privatisations n'importe où, aidée par la guerre un mois après l'invasion de l'Irak, Bechtel a acquis 680 millions de dollars pour la « reconstruction » de l'Irak.

Les autres gigantesques corporations transnationales pour la gestion de l'eau sont :

Veolia : 29 milliards de revenus en 2011, 1 milliard de profits. 75% des revenus viennent de la gestion de l'eau et d'une gestion de gaspillage. 35 milliards d'euros en 2010, 2 milliards de profits. 34 milliards de revenus en 2009 et 1,9 milliards de profits.

Suez : fournit l'eau à 91 millions de personnes et a 10000 raffineries dans le monde. Ses revenus ont atteint 14,8 milliards d'euros en 2011 à comparer avec les 13,8 milliards de 2010. 28% de son activité de l'eau se passe en Europe. Les profits ont atteint 2,5 milliards d'euros plus élevé de 7,6% depuis 2010.

Comme c'est bien sûr à chaque fois que les géants privés de l'eau mettent la main sur ses services, les prix atteignent des sommets astronomiques. Après la privatisation les frais des consommateurs ont monté de 150% alors que la qualité de l'eau décline.

Mais les effets les plus sérieux en témoignent dans le monde en développement: la montée élevée du coût accompagnée de la détérioration de la

qualité de l'eau ont conduit à des soulèvements dans le monde.

La Banque Mondiale et le FMI poussent à la privatisation des services de l'eau par les compagnies européennes basées en Europe et aux Etats Unis.

Ils poussent à la privatisation par des accords commerciaux et des conditions d'emprunt pour les pays en développement. Ces programmes ont démarré depuis 1990 et depuis ont vu le jour en Inde, Bolivie, Chili, Argentine, Nigéria Mexique, Malaisie, Australie et Philippines pour n'en citer que quelques-uns. Au Chili la Banque Mondiale a imposé des conditions d'emprunt pour garantir 33% de profit de marge à la compagnie française Suez Lyonnaise des Eaux alors que la compagnie réclamait 35% de marge !! C'est pareil avec le FMI et la Banque Centrale Européenne pour la Grèce le terme obligatoire est la privatisation de l'eau.

Les gouvernements africains comme le Ghana ont été mis sous pression pour la privatisation de l'eau. Au Ghana les politiques du FMI et de la Banque Mondiale ont forcé le taux du marché de la vente de l'eau, demandant aux pauvres de payer 50% de leurs salaires pour l'achat de l'eau.

Probablement l'exemple le mieux connu du conflit global sur la privatisation de l'eau est celui de Cochabamba en Bolivie, C'est l'exemple flagrant sur la privatisation de l'eau en Bolivie et de la victoire remportée par le peuple qui s'est opposé à la privatisation et aux géants de l'eau qui persiste à faire de l'argent par tous les moyens.

La position de la FSM sur l'eau est complètement opposée à celle de la commercialisation. Pour nous l'eau est un bien public, une ressource naturelle précieuse soumise à une absolue protection de sa qualité qui doit être produite avec soin pour à la fois satisfaire les besoins modernes populaires et pour l'entretien de la nature.

Spécifiquement nous déclarons et luttons pour mettre en pratique que « l'eau pour l'usage humain » n'est pas un produit mercantile, elle ne doit pas tomber dans la même catégorie que la nourriture et devrait être produite équitablement, sous la direction de chaque gouvernement à égalité pour tous les citoyens du territoire, comme un bien public, pas sensible aux « lois du marché » et gérée par les lois de la santé.

Notre position:

Sur ces bases, l'eau pour l'usage humain:

- Les besoins de la collecter, traiter et distribuer à un bas prix et même exonéré de charge à l'ensemble des consommateurs sous la responsabilité centrale d'un convoyeur public unifié sans intervention d'entreprises privées et selon toutes les règles sanitaires ce qui demande : la construction et le fonctionnement d'unités modernes du processus de l'eau, la gestion régulière de l'approvisionnement, un système fiable de destruction des microorganismes et des parasites, un réseau de distribution complète et saine pour les usagers à leur lieu de résidence.
- Des provisions statutaires de sécurité dont l'existence de prérequis pour mener à bien des normes standards de qualité de l'eau qui doivent être tenues en constante observation.
- La gestion de la qualité de l'eau et sa conformité avec toutes les conditions relatives soumise aux autorités locales.
- Les autorités locales devraient entreprendre directement et effectivement toutes les corrections demandées en cas de divergence sur les critères de qualité de l'eau et sur les limites de sécurité relevant des lois de chaque état.



LIVRES

De l'éducation publique, gratuite et de qualité pour tous



Le nombre d'illettrés dans les pays en développement s'élève à plus de 75 millions. 1 enfant sur 8 ne va à aucune école, 55% de ces 75 millions sont des filles

Notre position sur l'Education dérive du fait que la connaissance a un caractère social et s'est accumulée avec l'évolution de la société. Les diplômés des écoles, des institutions techniques et des universités- des travailleurs expérimentés aux scientifiques et aux inventeurs-ont été éduqués par la société pour obtenir une part de la connaissance accumulée socialement et cette connaissance doit être utilisée et étendue pour le bienfait de la société et non pas pour les intérêts de quelques individus qui possèdent les moyens de production.

Les problèmes de l'éducation qui dérivent des relations de production du capitalisme sont relatés ci-dessous :

-L'accès à l'éducation et les barrières de classe à travers les différents niveaux du système éducatif produisent de hauts taux d'illettrés en beaucoup d'occasions ou à des formations de travailleurs spécialisés selon les besoins de la profitabilité capitaliste.

-Les problèmes de l'éducation particulièrement dans le Continent Africains sont très importants. Le nombre d'illettrés dans les pays en développement s'élève à plus de 75 millions. 1 enfant sur 8 n'assiste à aucune école, 55% de ces 75 millions sont des filles. En Asie, Afrique et dans les pays pauvres d'Amérique Latine, les pourcentages sont effrayants. En Afrique Sub-saharienne (Tanzanie, Ethiopie) un tiers ne vont pas à l'école. Des millions d'enfants n'ont jamais appris leur alphabet local. Des millions d'enfants sont sous- alimentés et souffrent de maladies qu'on pourrait empêcher, mais néanmoins ils marchent des kilomètres pour avoir une place à l'école, à l'école élémentaire, sous un arbre, dans une cabane ou dans des ruines.

Le pourcentage d'illettrés de 15 à 24 ans atteint 23% pour les garçons et 32% pour les filles, comprenant les pays d'Afrique du Nord. En Sierra Leone, ce pourcentage grimpe à 36% pour les garçons et à 56% pour les filles. Au Burkina Faso 56% pour les garçons et 77% pour les filles. En Asie du Sud, le pourcentage est de 16% pour les garçons et de 26% pour les filles. Il ya aussi un grand pourcentage d'enfants autour du monde qui qui s'inscrivent à l'école et qui abandonnent en cours de route. Mais 25% des enfants n'ont d'école élémentaire complète. Alors que 45% ne finissent pas l'école secondaire.

Cependant, même dans les pays développés le processus d'éducation a ses critères de classe. Cela touche principalement les critères de l'éducation mais aussi les barrières de classe traversent le système d'éducation des familles pauvres et populaires. Malgré la procédure que ce soit dans le système d'éducation qui fonctionne avec des critères économiques privés ou dans les

écoles privées, la connaissance fournie est celle qui peut être utilisée pour et non pas contre la classe qui gouverne.

De plus en plus d'enfants sont dirigés vers l'éducation technique, pour devenir des travailleurs spécialisés qui auront seulement les connaissances requises pour entreprendre correspondre et comprendre la tâche qu'ils auront à remplir dans la totalité du processus de production et des relations de production derrière ce système économique-là. On ne leur enseigne pas les lois de la nature et de l'évolution de la société. Comment devenir des personnalités complètes, utilisant toutes leurs capacités et leurs talents qui affectent leur avenir et les améliorent pour le bénéfice de tout la société.

Le processus d'éducation produit des gens qui seront confus et ignorants de leur histoire et de l'histoire des mouvements populaires du monde, facilement manipulés pour les choix des monopoles pour les investir dans l'un ou l'autre champ de l'économie.

Seulement une petite élite est éduquée dans les meilleures conditions pour être utilisée pour le développement de la technologie en faveur du capital.

Notre position:

Il y a eu une série de luttes importantes par les mouvements des étudiants partout dans le monde contre les droits d'inscription et la privatisation de l'éducation. Le mouvement syndical doit être en première ligne pour cette lutte non pas seulement en solidarité avec les luttes des étudiants. La question de l'éducation est la première et la plus importante question sociale.

Nous appelons les enseignants, les professeurs et les syndicats de tous les secteurs à lutter pour une éducation publique, gratuite et de qualité qui traverse tous les niveaux du jardin d'enfants au doctorat. Nous avons besoin d'éducateurs qui essaieront de construire des jeunes militants qui se battront pour leurs droits et les intérêts de la classe ouvrière et de la société.

Nous luttons pour des livres gratuits et de qualité pour tous les élèves et les étudiants, et pour qu'ils soient délivrés à temps, sous la responsabilité de l'Etat.

Nous luttons pour l'infrastructure scolaire qui répondra aux besoins du processus éducatif et a toutes les mesures de sécurité.

Nous luttons pour des enseignants qui seront soutenus par leurs études et par l'État à fournir de l'éducation qualitative et créative qui permettra de former des gens libres.



MÉDICAMENTS

Des soins médicaux et des médicaments gratuits pour tous



Les multinationales, on leur a permis d'empêcher (actuellement de bloquer) la production de quantités suffisantes de médicaments pour maintenir haut les prix et profiter de la panique et de la grippe qui s'est manifestée.

Au moins un tiers de la population du Monde n'a pas accès aux médicaments. Une inégalité dans l'accès aux médicaments essentiels est une part de l'inégalité du droit à la santé.

Les médicaments dans le capitalisme ne sont pas un bien public mais une marchandise pour la profitabilité capitaliste.

Par exemple deux compagnies-Glaxo et Roche- qui produisent des médicaments utilisés pour le H5N1 (grippe aviaire) et le H1N1 (grippe salope) ont un « droit » spécial qui leur est offert par le système politique et social. Un système dont le cœur est bâti sur la citation latine du Moyen Age : « votre mort, ma vie ». Ces compagnies, on leur a permis d'empêcher (actuellement de bloquer) la production de quantités suffisantes de médicaments pour maintenir haut les prix et profiter de la panique et de la grippe qui s'est manifestée.

Les gouvernements capitalistes ont choisi depuis des décades de permettre un étrange système pour construire le développement des médicaments. La plupart des travaux des scientifiques faits pour apporter un médicament jusqu'à votre pharmacie sont faits par les laboratoires d'université, fondés par les gouvernements, payés par vos impôts.

Les compagnies pharmaceutiques généralement arrivent en retard dans le processus de développement et paient une part d'étapes chères, largement peu créatives en final

Les compagnies pharmaceutiques qui possédaient le brevet pour le VIH sont allés au tribunal pour faire arrêter la fabrication par le gouvernement post-Apartheid d'Afrique du Sud des copies génériques- qui sont également efficaces- pour 100 dollars par an. Elles voulaient leur faire payer 10 000 dollars par an en achetant leur version ou rien. Dans le monde pauvre le système de brevet met chaque jour les médicaments hors d'atteinte des gens malades

Au début des années 90, l'Inde et le Brésil ont décidé de caser le brevet des médicaments possédés par la pharmaceutique et ont commencé la production de drogues génériques- également efficaces pour le traitement du VIH. La différence avec les « prototypes » c'est qu'ils sont bien meilleur marché. Le résultat a été impressionnant le montant de 10 000 à 15000 dollars qui était demandé annuellement pour le traitement du HIV a chuté de 95% !!

Les pharmaceuticiens étaient en colère. C'est ensuite quand le système a démarré son travail en 94 que la pharmaceutique a forcé en marge de l'OMS l'accord TRIPS. De quoi s'agit-il ? C'est depuis au moins 20 ans et en tout cas

jusqu'en 2005 que la compagnie a inventé un nouveau médicament qui serait le dernier « la propriété intellectuelle ». Cependant à cause de leurs sentiments « philanthropistes » ils ont promis de casser les brevets si c'était un motif de santé publique. Sous une condition. Que celui qui entreprendrait la production des génériques serait le national pharmaceutique de chaque compagnie. Un détail que nous ne devons pas oublier. La plupart des pays pauvres n'ont pas de compagnie pharmaceutique.

Résultat : le sida en Afrique se répand. L'espérance de vie est tombée à 47 ans comparativement à 62 il y a vingt ans.

Aujourd'hui l'Inde est connue comme « la pharmacie des pays pauvres » et est comme une sorte de héros dans le combat pour les médicaments abordables pour les pauvres. La raison est qu'elle est capable de produire des médicaments génériques bon marché parce qu'elle n'a pas lancé de brevet de médicaments depuis 2005. Cela signifie que les compagnies de génériques sont capables de produire en masse et de vendre des médicaments sans brevet à une fraction du prix de leurs homologues corporations multinationales.

L'Inde a été obligée sous peine de poursuites judiciaires d'adhérer aux règlements de la propriété intellectuelle de l'OMC. Mais elle a encore une section d'Acte de Brevet, section 3d, qui est désigné pour empêcher de délivrer des brevets de nouvelles utilisations et de nouvelles formes de médicaments connus.

Maintenant, à moins que vous soyez dans l'erreur en pensant que les compagnies de l'Inde produisent charitablement un service, c'est plus que certain elles ne le sont pas. Sur 50 milliardaires en Inde selon la liste Forbes Rich 7 sont des individus engagés dans l'industrie pharmaceutique.

Mais apparemment les multinationales veulent plus. Ainsi pendant que les compagnies indiennes sont présumées vendre à un profit assez haut pour satisfaire leurs milliardaires, pour les multinationales ce n'est pas assez.

Les 12 plus grandes compagnies pharmaceutiques ont eu des revenus de 480 milliards de dollars et des profits de plus de 78 milliards alors qu'elles occupent 890 millions de travailleurs. Parmi elles, Johnson and Johnson a eu 63 milliards de revenus et 8 milliards de profits et GlaxoSmith a eu 44,7 milliards de revenus et 8,4 milliards de profits.

La compagnie suisse Novartis est actuellement devant la Cour Suprême de l'Inde pour se battre contre la section 3d de l'Acte des Brevets et brandit son brevet sur une nouvelle forme de

sel cristallin d'un médicament contre le cancer imatinib mesylate qui est vendu sur le marché sous le nom de Gleevec à 120 000 roupies (2 600 dollars) par mois

Depuis la drogue originale n'est pas brevetée en Inde, les compagnies pharmaceutiques la produisent et vendent Gleevec aux patients atteints de leucémie chronique de la moëlle au un dixième du prix de Novartis c'est à dire 8000 roupies par mois (175 dollars) . Un nouveau brevet donnerait à Novartis un monopole de 20 ans sur ce médicament, un projet terrifiant pour les pauvres du monde : ce qui aurait des conséquences sur beaucoup d'autres médicaments.

Près de 80% des médicaments contre le sida et 92% pour les enfants porteurs du HIV viennent des fabricants de génériques de l'Inde. L'Inde est montrée comme une corde de sécurité des patients pauvres, spécialement dans les parties les plus pauvres d'Afrique. Si la section 3d est repoussée, tout effort plein de bon sens ces médicaments vitaux non disponibles conduiront les plus pauvres du monde au péril.

L'argument dans le système offert par Big Pharma est simple, et sonnée raisonnablement d'abord : nous avons besoin de payer de grandes sommes pour « nos médicaments » aussi nous pouvons développer plus de médicaments pour sauver la vie. Mais une étude détaillée du Docteur Marcia Angell, l'ancien éditeur du prestigieux New England Journal of Medicines dit que seulement 14% de ces budgets vont au développement des médicaments. Le reste c'est le profit.

Elles ne dépensent virtuellement rien pour les maladies qui tuent le plus d'êtres humains, comme la malaria parce que les victimes sont pauvres, ainsi il n'y a que le profit qui compte.

De plus les transnationales pharmaceutiques utilisent les pays pauvres du Tiers Monde pour leurs essais. Elles trouvent de « pauvres » patients et les utilisent comme des cobayes. On peut témoigner de tels faits dans beaucoup de cités de l'Inde (Le Sevagram).

Les compagnies de pharmaceutiques ont dépensé plus de 8 milliards pour des « contributions » politiques et des spectacles pendant la dernière décade aux Etats Unis seuls. Elles ont payé des politiciens pour que le système colle avec leurs intérêts



Notre position:

La FSM croit que la santé n'est pas un business, la vie du travailleur ne peut pas être utilisée pour faire des profits ni pour spéculer.

La sécurité sociale est peut-être le plus important acquis de la Classe Ouvrière dans beaucoup de pays pendant le 20ème siècle. Aujourd'hui, le capital fait son immense contrattaque pour prendre sa revanche. Ainsi dans presque tous les pays du monde l'âge de la retraite augmente, les pensions sont réduites la santé devient une marchandise, les médicaments sont de plus en plus chers et le système de santé se privatise. Les assurances privées et la spéculation s'étendent continuellement.

La FSM et le mouvement syndical de classe ont soutenu les luttes des travailleurs dans tous les pays qui ont réclamé leur droit à la Sécurité Sociale. Dans les conditions actuelles avec le progrès rapide de la technologie et de la science dans chaque pays avec la rapide augmentation de la productivité du travail nous demandons dans chaque pays un système public, universel et obligatoire de Sécurité Sociale, avec une pleine couverture, la gratuité des médicaments, une réduction de l'âge de la retraite et l'augmentation des pensions. Seulement de cette façon les travailleurs vivront dans la dignité.

Nous devons lutter dans chaque pays pour un organisme d'état des médicaments qui sera actif dans la recherche, le contrôle des médicaments, dans les études et sera ouvert à de nouvelles voies pour la production de médicaments non par les pharmaceutiques privées mais par les états. Le progrès de la technologie et de la bio-technologie peut être utilisé par le commun des mortels.

LOGEMENT

Un logement décent pour tous



Environ 1,6 milliards de personnes vivent dans des logements non conformes (des bidonvilles) et 100 millions sont sans abri.

Le monde fait l'expérience d'une crise globale du logement. Environ 1,6 milliards de personnes vivent dans des logements non conformes (des bidonvilles) et 100 millions sont sans abri. Au seul Brésil 19 millions de personnes vivent sans sanitaires, sans eau courante, sans égouts et sans autres services publics, selon le rapport 2012 de l'Institut Brésilien de Géographie et des Statistiques (BGE).

Dans les conditions actuelles de la crise, les expulsions des habitations sont de plus en plus fréquentes et supportées par des familles de travailleurs qui ont payé fidèlement leur dû pendant des années mais qui ne peuvent plus payer après la réduction de leur salaire ou la perte de leur travail.

Le logement ne doit pas être mercantilisé mais être un droit pour tout travailleur.

Le manque de logement décent et abordable est une crise profonde des droits humains. Des cités et des villes à travers le monde ont poussé rapidement et se sont redéveloppées sans s'assurer que le processus de développement sauvegarde les droits humains fondamentaux. Le logement public a été démolit et les logements anciens et abordables sont devenus prohibitifs parce que trop cher. Dans ce contexte, toutes les communautés, le plus souvent les familles de la classe ouvrière pauvre sont continuellement déplacées de leur voisinage, dans beaucoup de cas où les familles ont vécu depuis des générations. En augmentant le nombre des ans abri, du surpeuplement et la baisse de qualité de vie pour les familles toutes les personnes reflètent douloureusement le coût humain de la barbarie du système capitaliste.

Les tremblements de terre et les phénomènes naturels causent des inondations qui ne peuvent être empêchées ni contrôlées. Cependant les acquis de la science et de la technologie fournissent à l'humanité tous les moyens nécessaires pour minimiser leurs implications pour la vie et le bien-être de l'humanité. Le mode anarchique capitaliste de construction et le manque de planification des gouvernements laissent les peuples à la merci de ces phénomènes. Les cités surpeuplées construisent densément des capitaux. Le manque d'espace ouvert pour que les services d'urgence accèdent à la population. Des chemins inappropriés qui bloquent l'accès des ambulances et des pompiers. Des bâtiments dangereux qui coexistent avec des espaces densément construits (station de gaz etc.). des lieux de travail malsains et dans de mauvaises conditions.. Des tuyaux de gaz qui s'étendent à travers des espaces résidentiels sans propre et constant contrôle selon les règles de sécurité. Des maisons endommagées par les tremblements de terre qui n'ont pas été réparées. Des cités entières qui ont été construites sur le cours des fleuves.



Notre position:

Tout le monde a le droit humain de se loger ce qui signifie que toute personne sans regarder son revenu a le droit d'occuper un logis sain, sécurisé, habitable, abordable dans la paix et la dignité, libre de toute expulsion forcée.

C' est l'obligation de chaque gouvernement de respecter et de remplir ce droit. Le droit humain de se loger est inscrit dans l'article 25 de la Déclaration des Drois de l'homme.

Chacun a le droit à un standard de vie adéquate pour sa santé et son bien-être pour lui-même et sa famille, comprenant la nourriture, l'habillement, le logement et les soins médicaux et les services sociaux nécessaires et le droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'incapacité, de veuvage, de grand âge ou d'autre manque de moyen de vivre dans des circonstances au-delà de son contrôle.

Nous appelons les membres et les amis de la FSM à promouvoir et à ajouter à la liste de leurs revendications le besoin de logement pour tous les travailleurs et les peuples.

CONCLUSIONS:

Les conclusions de base qu'il nous faut tenir sont :

1. La nourriture, l'eau, les médicaments etc... sont des marchandises-source de profit pour les capitalistes. Au contraire pour la FSM et les syndicats militants ce sont des «biens sociaux» et chacun doit avoir le droit de les obtenir libre de charges ou à bon marché par des organisations publiques, en suffisance, avec des caractéristiques de qualité et selon la sécurité de la santé publique.

2. La stratégie des multinationales et des monopoles augmente les prix des « biens sociaux » et détruit les standards de vie des travailleurs. Elle attaque les paysans pauvres et touche négativement l'environnement.

3. Les capitalistes, le cartel du capital pillent les ressources productives de richesses des pays et des peuples, particulièrement ceux du Tiers Monde.

4. Ils gèrent avec plusieurs facons de contrôler la quantité et la qualité de la nourriture, de l'eau et des médicaments. Ils ont la possibilité avec la biotechnique d'affecter les habitudes, la psychologie et l'espérance de vie des gens ordinaires.

5. Les organisations internationales comme la FAO, OMS sont contrôlés par les multinationales et les décisions sont ouvertement ou subtilement contre la classe ouvrière, les paysans pauvres, contre la population. Généralement ils limitent eux-mêmes la description de cette situation et la publication des statistiques.

L'ACTION DE LA FSM

Le Conseil Présidentiel de la FSM décide d'organiser sur ces questions la Journée d'Action du 3 Octobre 2012. Tous les membres et amis de la FSM doivent organiser des actions spécifiques. Des initiatives spécifiques. Travailler, établir un programme d'action avec audace, créativité avec le contexte et les formes qui seront dans la même orientation que nos positions.

- Unir les travailleurs, les fermiers pauvres, les paysans, les populations indigènes sur nos positions avec notre plateforme.
- Publier des communiqués, des affiches, des articles, des mémorandums, des lettres de protestations qui informent la population ouvrière.
- Organiser des activités sur les lieux de travail, dans les usines.
- Souligner que la solution concrète des problèmes ne peut venir par le renversement de l'exploitation capitaliste.
- Présenter nos revendications aux gouvernements, aux organisations internationales et demander des solutions immédiates.



Des tribunaux symboliques partout contre les MULTINATIONALES

**Tous les membres et amis de la FSM doivent
organiser à partir de ce jour jusque
le 3 Octobre un « tribunal » dénonçant
les multinationales et la barbarie capitaliste.**

**Des faits et des documents doivent être présentés
sur le pillage des ressources productives de richesses
dans les pays et les secteurs par les multinationales et les monopoles.**

**Prouver que si il n'y avait pas d'exploitation
et pas de profit du capital, les travailleurs auraient
la possibilité de satisfaire leurs besoins contemporains
pour la nourriture, l'eau, les médicaments, le logement et l'habillement.**

**Particulièrement le 3 Octobre nous devons tous organiser
une action spécifique et informer à temps la FSM des actions choisies.**



Fédération Syndicale Mondiale

Athènes, Grèce Juin 2012

**40, Zan Moreas, 117 45 Athènes, GRÈCE
Tel: +30210 9214417, +30210 9236700, Fax: +30210 9214517
E-mails: international@wftucentral.org, press@wftucentral.org**

Web: www.wftucentral.org